

Contre l'inflation, la solution du patronat : l'immigration européenne

écrit par Alain Falento | 25 juin 2023





Elle est la préoccupation majeure de tous les gouvernements européens depuis près de deux ans : l'inflation.

L'inflation est un monstre qu'il est très facile de réveiller, mais extrêmement compliqué à faire rentrer dans sa boîte.

Ses sources sont multiples, les diverses écoles économiques s'affrontent quant à ses causes, et aux moyens d'y remédier.

L'école dite « monétariste » considère qu'elle est la résultante d'une quantité de monnaie en circulation trop importante, d'une surchauffe de l'économie, qui ne peut être résolue que par un resserrement monétaire, à savoir une hausse des taux d'intérêt.

Dans le cas européen, l'inflation que nous connaissons semble plutôt due à un renchérissement du prix des matières premières, qui fait croître les coûts de production, et par conséquent les prix des produits de consommation.

Quoi qu'il en soit, les économistes sont unanimes pour affirmer qu'une augmentation générale des salaires ne peut absolument pas être une solution.

Le remède s'avérerait même pire que le mal, la hausse des salaires venant nourrir le cycle inflationniste.

Le lien entre la hausse des salaires et l'inflation s'apparente, toute proportion gardée, au problème que rencontrent quotidiennement ceux d'entre nous qui sont atteints de diabète.

Un excès de consommation de sucre fait monter instantanément la glycémie, que l'on contrecarre par une injection d'insuline rapide. Si la dose d'insuline est trop importante, l'hypoglycémie survient, et il est alors urgent de consommer du sucre. Une dose trop importante de sucre obligera le diabétique à s'injecter de nouveau de l'insuline, l'entraînant dans un cercle vicieux.

Tous ceux qui sont atteints de cette affection savent combien il est difficile de maintenir son diabète « équilibré ».

Le patronat propose une solution clef en main pour éviter le spectre de l'inflation qui les dérange le plus, celle des salaires.

Afin d'éviter cette catastrophe, il propose bien entendu d'avoir un recours massif à l'immigration extra-européenne, qui viendra tirer les salaires vers le bas.

Il demeure cependant un mystère que je ne parviens pas à élucider. Nous avons, paraît-il, des centaines de milliers d'emplois non pourvus en France, que les Français ne souhaitent pas occuper, car trop difficiles, mal rémunérés et socialement peu valorisés.

Afin d'y remédier, le gouvernement se propose de créer un visa spécifique pour ces « métiers en tension » ; le patronat applaudit des deux moignons.

Pourtant, d'après les statistiques officielles, nous

accueillons près de 500 000 nouveaux immigrants chaque année, légaux et illégaux, qui ne partiront jamais.

Pour quelle raison ces millions de nouveaux arrivés, futurs Français, dont la grande majorité ne vit que des aides sociales, n'occuperaient-ils pas ces fameux « emplois en tension » ?

Pour quelle raison devrions-nous ouvrir encore plus grandes les vannes de l'immigration, alors que des millions de jeunes individus vigoureux désœuvrés, qui prétendent tous être venus en France pour travailler, sont là, disponibles et prêts à être embauchés par notre patronat ?

Il n'y a que deux réponses possibles à cette question. La première repose la notion d'emploi ; peut-on qualifier d'emploi une activité qui vous occupe toute la journée, mais dont le salaire ne vous permet pas de vivre ?

Si tel est le cas, nous devons tous remettre en question notre manière de vivre, et accepter l'idée que le prix de nombreux biens et services vont augmenter sensiblement.

La deuxième réponse, que j'ose à peine mentionner, poserait un constat terrible : pendant des décennies, nous aurions en effet ouvert nos portes à une immigration qui n'aurait ni la volonté, ni la capacité d'occuper le moindre emploi dans notre économie...

Dans tous les cas de figure proposés par le gouvernement, la lutte contre l'inflation engendrera une immigration supplémentaire massive et/ou une modération salariale drastique.

Il est cependant une partie de la population européenne qui est complètement immunisée contre l'inflation.

En effet, depuis 2013, les salaires des fonctionnaires européens (Commission et Parlement) sont eux indexés

automatiquement sur l'inflation.

À ce titre, *Ursula von der Leyen* et *Thierry Breton*, par exemple, verront leurs émoluments augmenter de près de 3000 euros mensuels dans les prochaines semaines.

Allez ! Courage ! On en viendra à bout tous ensemble de cette inflation, par de petits sacrifices individuels. Les petits ruisseaux ne forment-ils pas les grandes rivières ?

Quant aux pauvres qui, d'après leurs dires, ne parviennent plus à se nourrir, ils feraient mieux de considérer le côté positif de la situation.

Les autorités sanitaires s'accordent à dire que les pauvres souffrent d'obésité, car ils s'empiffrent de nourriture industrielle trop salée ou trop sucrée.

Ils doivent considérer l'inflation que nous subissons comme une opportunité, et non comme un ennemi.

Désormais, à partir du 15 du mois, il n'y aura plus un sou sur leur compte ; ils seront donc contraints de prendre leur vélo au lieu de leur voiture, et de réduire leur consommation de toutes ces saloperies qui sont néfastes à leur santé.

Fini les émeutes et les bastons dans les supermarchés pour un pot de *Nutella* en solde !

Encore quelques années d'inflation et de modération salariale, et nous observerons une baisse drastique du nombre de cas de maladies cardio-vasculaires et de diabète de type 2.

Cela soulagera très certainement les comptes de la sécurité sociale et les hôpitaux.

Quant à ceux qui se privent déjà de tout, ils auront au moins la satisfaction intellectuelle de participer à la

relance du secteur des pompes funèbres.

Alain Falento

<https://ripostelaique.com/contre-linflation-la-solution-du-patronat-limmigration-extra-europeenne.html>